



COMPTE RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU
15 DECEMBRE 2020

Absents excusés et représentés :

Monsieur Benoît COUSIN donne pouvoir à Madame Véronique CAVROIS
Monsieur Julien DUBUIS donne pouvoir à Monsieur Francis MONFAUCON
Madame Chloé TROLARD donne pouvoir à Monsieur Eric GAILLIEGUE
Madame Dorothée VERMEULEN donne pouvoir à Monsieur Raphaël BRULHARD

Absent excusé :

Monsieur Georges MENNESSIER

Absents :

Monsieur Ludovic FLATET jusqu'à 18h50
Madame Vanessa PORCHERAT jusqu'à 18h35
Madame Edith ZORZATO

Secrétaire de séance :

Monsieur Bertrand CUSSINET

Le procès-verbal de la réunion du 29 octobre 2020 est approuvé à l'unanimité des membres présents.

FONDS DE CONCOURS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA PLAINE D'ESTREES : DEMANDE DE SUBVENTION

Madame le Maire informe les membres du Conseil municipal de la création d'un fonds de concours par la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées (CCPE), dédié à la transition écologique. Une enveloppe de 100 000 € peut être répartie à chacune des 19 communes au prorata de leur population DGF de l'année N-1.

Elle précise que, pour être éligible, le projet doit respecter le critère « Transition écologique ». Le dossier doit comporter un devis estimatif, un plan de situation, une attestation de propriété communale et un plan de financement validé par le conseil municipal.

Notre commune peut présenter un projet portant sur la « Fourniture et pose de faux plafonds » à l'école maternelle Guynemer. Le devis présenté par l'entreprise TECHNI.ISOL est estimé à 25 275,00 € HT.

Le plan de financement proposé serait le suivant :

Projet HT :	25 275,00 €
Subvention CCPE :	11 580,00 €
Autofinancement :	13 695,00 €
Montant total TTC :	30 330,00 €

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°2020-03-2631 du Conseil Communautaire de de la Plaine d'Estrées en date du 10 mars 2020, relative aux modalités de mise en œuvre du fonds de concours « Transition Ecologique » ;

Considérant que la Commune d'Estrées Saint-Denis envisage la réalisation d'un projet portant sur la « Fourniture et la pose de faux plafonds » à l'école maternelle Guynemer ;

Considérant que ce projet pourrait remplir les conditions d'éligibilité au fonds de concours dédié à la transition écologique ;

Considérant que le montant du fonds de concours demandé n'excède pas la part du financement assurée hors subvention, conformément au plan de financement ci-dessus présenté ;

Sur proposition de Madame le Maire,

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

APPROUVE la réalisation des travaux relatifs au projet portant sur la « Fourniture et la pose de faux plafonds » à l'école maternelle Guynemer pour un montant de 25 275,00 € HT.

SOLLICITE l'aide financière de la Communauté de Communes de la Plaine d'Estrées, au titre du fonds de concours dédié à la transition écologique.

PREVOIT le financement comme tel :

- Projet HT : 25 275,00 €
- Subvention CCPE : 11 850,00 €
- Autofinancement : 13 425,00 €
- Montant total TTC : 30 330,00 €

AUTORISE Madame le Maire à accomplir les formalités nécessaires et à signer toutes les pièces relatives à cette demande.

MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES (CLECT)

Madame le Maire rappelle que lors de sa réunion en date du 11 juin 2020, le Conseil municipal avait procédé à la désignation d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant pour représenter la Commune d'Estrées Saint-Denis au sein de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT), pour la durée du mandat.

Elle précise que les réunions générées par le transfert des nouvelles compétences se déroulant en journée ou en début de soirée ; l'un des délégués ne peut pas se rendre disponible. Il a donc souhaité ne pas poursuivre sa représentation.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération en date du 11 juin 2020 arrêtant la composition des différentes commissions municipales ;

Considérant la composition de la commission locale d'évaluation des charges transférées ;

Considérant qu'il convient de procéder à la modification de la composition de la CLECT ;

Sur proposition de Madame le Maire ;

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

DESIGNE pour représenter la Commune d'Estrées Saint-Denis, les membres composant la commission locale d'évaluation des charges transférées, comme suit :

- Titulaire : Madame Myriane ROUSSET
- Suppléante : Madame Dorothee VERMEULEN

AVIS CONCERNANT LE PRELEVEMENT D'EAU DESTINEE A L'IRRIGATION AGRICOLE DANS LE PERIMETRE DE LA ZONE DE REPARTITION DES EAUX DU BASSIN DE L'ARONDE

Madame le Maire informe les membres du Conseil municipal du déroulement d'une enquête publique du 10 novembre au 10 décembre 2020 ; concernant la demande d'autorisation pour le prélèvement d'eau destinée à l'irrigation agricole dans le périmètre de la zone de répartition des eaux du bassin de l'Aronde ; présentée par la Chambre d'Agriculture du Département de l'Oise.

Les permanences se sont déroulées dans les communes d'Estrées Saint-Denis, Gournay-sur-Aronde, Maignelay-Montigny et Moyenneville.

Elle précise que la Chambre d'Agriculture de l'Oise s'est portée candidate en tant qu'organisme unique de gestion concertée (OUGC). La délivrance de l'autorisation permettra donc de remplacer l'ensemble des autorisations individuelles de prélèvement par des prélèvements uniques. L'OUGC interviendrait pour le compte de tous les irrigants dans la demande des volumes. Elle devra proposer un plan de répartition des volumes autorisés.

Ce nouveau dispositif ne change en rien le volume alloué à chaque utilisation de l'eau dans la zone de répartition des eaux du bassin de l'Aronde.

Les règles de partage de la ressource seront définies en concertation avec l'association des irrigants du bassin de l'Aronde, le comité d'orientation de l'OUGC, le bureau de la Chambre d'Agriculture de l'Oise.

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 octobre 2020 relatif à l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'autorisation environnementale au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement

concernant le prélèvement d'eau pour l'irrigation agricole sur le périmètre de la zone de répartition des eaux du bassin de l'Aronde présentée par la Chambre d'Agriculture de l'Oise ;

Vu le rapport ci-dessus présenté,

Sur proposition de Madame le Maire,

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

PREND acte du projet de délivrance de l'autorisation environnementale unique pour le prélèvement d'eau destinée à l'irrigation agricole dans la zone de répartition des eaux du bassin de l'Aronde, présentée par la Chambre d'Agriculture de l'Oise.

N'EMET aucune réserve à la réalisation du projet.

DELEGATION DU SERVICE PUBLIC D'ACCUEIL PERISCOLAIRE – PRINCIPE ET LANCEMENT DE LA PROCEDURE

Madame le Maire rappelle que la procédure de passation des contrats de délégation de service public est définie par les articles L1411-1 à L 1411-18 du code général des collectivités territoriales.

Elle précise que le contrat de délégation du service public d'Accueil Périscolaire a pris effet le 1^{er} janvier 2016 entre la Commune d'Estrées Saint-Denis et Familles Rurales.

Le contrat arrivant à échéance, il convient de procéder au lancement d'une nouvelle procédure sous forme d'affermage pour une durée de 5 ans.

Préalablement à cette procédure, l'assemblée délibérante doit se prononcer sur le principe de la délégation du service public de l'accueil périscolaire de la commune d'Estrées Saint-Denis, au vu du rapport établi en application de l'article L 1411-4 du code général des collectivités territoriales.

Vu le code de la commande publique et notamment sa troisième partie relative aux concessions ;

Vu les articles L1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu l'article R.1411-1 du CGCT ;

Considérant que le contrat d'exploitation du service public d'accueil périscolaire vient à expiration au plus tard le 31 août 2021 après prolongation ;

Vu le rapport annexé à la présente délibération présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur exploitant du service public d'accueil périscolaire ;

Sur proposition de Madame le Maire ;

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

APPROUVE la poursuite de l'exploitation du service public d'accueil périscolaire dans le cadre d'une délégation de service public d'une durée de 5 ans.

APPROUVE le contenu des caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à Madame le Maire d'en négocier si besoin les conditions précises conformément aux dispositions du code de la commande publique et des articles L1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

AUTORISE Madame le Maire à lancer la procédure de remise en concurrence du contrat de concession du service public et à prendre toutes les mesures nécessaires et à accomplir tous les actes préparatoires à la passation du contrat.

DELEGATION DU SERVICE PUBLIC D'ACCUEIL PERISCOLAIRE : AVENANT N°1 RELATIF A LA PROLONGATION DE LA DUREE DU CONTRAT

Madame le Maire indique aux membres présents que le contrat de délégation du service public d'Accueil Périscolaire, qui a pris effet le 1^{er} janvier 2016 entre la Commune d'Estrées Saint-Denis et Familles Rurales, s'achève le 31 décembre 2020.

Elle rappelle que, compte-tenu de la promulgation de l'état d'urgence sanitaire liée au COVID-19 par les lois n°2020-290 du 23 mars 2020 et n°2020-1379 du 14 novembre 2020 et des différentes mesures adoptées courant 2020 en vue de lutter contre la propagation du virus [report du second tour des élections municipales, suspension de la tenue des assemblées délibérantes, limitation des déplacements, travail à distance, ...], la collectivité a rencontré des difficultés à lancer une procédure de publicité et de mise en concurrence pour la gestion déléguée de son service public.

Aussi, afin de permettre la mise en œuvre de la procédure de désignation d'un nouveau délégataire, il est nécessaire d'assurer la continuité du service public dans l'intérêt général.

Il est donc convenu entre Familles Rurales et la Commune d'Estrées Saint-Denis de conclure un avenant de prolongation de la durée du contrat jusqu'au 31 août 2021 au plus tard pour garantir l'exploitation du service public d'Accueil Périscolaire dans l'attente de la désignation du prochain délégataire.

Madame le Maire présente à ces fins l'avis favorable de la Commission d'Ouverture des Plis en date du 10 décembre dernier ainsi que le projet d'avenant de prolongation de la durée du contrat et les porte à la connaissance du Conseil municipal.

Vu le code de la commande publique et plus particulièrement ses articles L3135-1 et R3135-3 à R3135-5 ;
Vu l'article L 1411-6 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant la procédure de remise en concurrence du contrat de délégation du service public d'Accueil Périscolaire qui vient d'être lancée ;

Considérant l'annexe à la délibération permettant d'apprécier le respect du seuil mentionné à l'article R3135-3 du code de la commande publique ;

Considérant le projet d'avenant de prolongation de la durée du contrat proposé par Familles Rurales ;

Considérant l'avis favorable de la Commission d'Ouverture des Plis en date du 10 décembre 2020 ;

Sur proposition de Madame le Maire ;

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

APPROUVE l'avenant n° 1 relatif à la prolongation de la durée du contrat comme proposé,

AUTORISE Madame le Maire à signer cet avenant.

VERSEMENT ANTICIPE D'UNE PARTICIPATION FINANCIERE A L'ASSOCIATION FAMILLES RURALES

Madame le Maire rappelle que l'association Familles Rurales en tant que délégataire de l'accueil périscolaire assure l'accueil des élèves du primaire et de la maternelle d'Estrées Saint-Denis.

En se référant à l'article 7-2 du contrat de délégation, une participation financière de la commune doit être versée pour garantir la part d'exploitation non couverte par les recettes. Elle a été estimée à 131 760 € pour la période allant du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020.

Il convient de procéder au versement à Familles Rurales d'une avance dès le mois de janvier 2021 correspondant à 25% de la participation tel que stipulé par l'article 7-2 du contrat de délégation.

Vu l'avenant n°1 relatif à la prolongation de la durée du contrat ;

Vu le rapport ci-dessus présenté ;

Sur proposition de Madame le Maire ;

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

DECIDE d'attribuer une participation financière par anticipation à Familles Rurales d'un montant de 32 940 €, à déduire de la participation qui devrait lui être versée en 2021 dans le cadre de la prolongation de la durée du contrat.

PRECISE que la dépense relative à cette participation sera imputée sur les crédits du chapitre 65 – article 6574 du budget principal de l'exercice 2021 et le mandatement pourra intervenir dès le mois de janvier 2021.

DECISION MODIFICATIVE N°1 : BUDGET PRINCIPAL

Madame le Maire rappelle que dans le cadre des procédures budgétaires communales, une décision modificative constitue la possibilité d'inscrire en cours d'année, des crédits supplémentaires dont le montant était imprévisible lors de l'adoption du budget ou de réaffecter des crédits d'un chapitre à un autre.

Elle précise que le mécanisme de péréquation appelé fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes et de la reverser à celles qui sont moins favorisées.

Lors du vote du budget 2020, le montant du FPIC n'était pas connu ; un crédit de 80 000 € a été inscrit au chapitre 014. La répartition s'élève toutefois à 81 948 €.

Il convient donc d'apporter une décision modificative au budget principal 2020, comme suit :

Chap.	Dépenses de fonctionnement	Budget 2020	DM n°1	Budget + DM
022	Dépenses imprévues	194 865 €	- 1 948 €	192 917 €

Chap.	Dépenses de fonctionnement	Budget 2020	DM n°1	Budget + DM
014	Atténuation de produits 73925 : FPIC	80 000 €	+ 1 948 €	81 948 €

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable au budget principal ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 25 juin 2020 adoptant le budget primitif 2020 ;

Considérant qu'il convient d'affiner les prévisions budgétaires 2020 du budget principal ;

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

APPROUVE la décision modificative n°1 relative au budget principal 2020, telle que proposée.

DIT que les crédits votés seront affectés aux chapitres concernés.

DECISION MODIFICATIVE N°2 – BUDGET PRINCIPAL

Madame le Maire rappelle que dans le cadre des procédures budgétaires communales, une décision modificative constitue la possibilité d'inscrire en cours d'année, des crédits supplémentaires dont le montant était imprévisible lors de l'adoption du budget ou de réaffecter des crédits d'un chapitre à un autre.

Afin de pouvoir régulariser les écritures de fin d'exercice et de justifier les restes à réaliser de manière sincère, il convient d'apporter une décision modificative au budget principal 2020, comme suit :

Chap.	Recettes d'investissement	Budget 2020	DM n°2	Budget + DM
13	Subventions d'investissement 1323 : 51 614 € 1341 : 7 040 €	31 297,12 €	58 654,00 €	89 951,12 €

Chap.	Dépenses d'investissement	Budget 2020	DM n°2	Budget + DM
21	Immobilisations corporelles 21312 : 6 500 € 21318 : 65 654 € 2151 : 35 000 € 2152 : -6000 € 21568 : 4 500 € 2182 : - 51 000 € 2183 : 1 000 € 2188 : 3 000 €	1 275 175,00 €	58 654,00 €	1 333 829,00 €

Après modification, la section d'investissement du budget principal 2020, est équilibrée en dépenses et en recettes à 2 261 727,34 €.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable au budget principal ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 25 juin 2020 adoptant le budget primitif 2020 ;

Considérant qu'il convient d'affiner les prévisions budgétaires 2020 du budget principal ;

Sur proposition de Madame le Maire,

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

APPROUVE la décision modificative n°2 relative au budget principal 2020, telle que proposée, tant en recettes qu'en dépenses d'investissement.

DIT que les crédits votés seront affectés aux chapitres concernés.

DEPENSES ANTICIPEES SUR LE BUDGET PRINCIPAL 2021

Madame le Maire rappelle que dans l'attente du vote du budget, les dépenses courantes de fonctionnement sont mandatées à concurrence des crédits qui ont fait l'objet de leur inscription au budget précédent, sauf pour les subventions.

En revanche, concernant les dépenses d'investissement, la commune peut en application de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales, décider d'engager, de liquider et surtout de payer les dépenses dans la limite de 25% des investissements budgétés l'année précédente ; non compris les crédits afférents au remboursement de la dette en capital.

Ces dépenses concernent :

- d'une part, celles des travaux qui ne sont pas terminés au 31 décembre de l'exercice,
- d'autre part celles qui peuvent intervenir entre le 1^{er} janvier et la date d'adoption du budget primitif.

BUDGET PRINCIPAL	Montant budgété en 2020	Dépenses à autoriser par anticipation en 2021
Chapitre 20 : Immobilisations incorporelles	44 000 €	11 000 €
Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	1 275 175 €	318 793 €
Chapitre 23 : Immobilisations en cours	650 000 €	162 550 €

Vu l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le rapport ci-dessus présenté ;

Considérant le budget primitif 2020 ;

Sur proposition de Madame le Maire,

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

AUTORISE Madame le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses nouvelles d'investissement 2021 avant le vote du budget correspondant à cet exercice, dans la limite des crédits présentés dans le tableau ci-dessus, pour le budget principal.

DIT que les dépenses seront prélevées sur les crédits inscrits au budget primitif de l'exercice 2021 du budget principal.

DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE EN VERTU DE L'ARTICLE L2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES

D2020-12 : Fourniture et pose de stores à lamelle – Ecole primaire la Sollette

Marché attribué à DCL Menuiserie d'Épineuse pour un montant HT de 1 102,20 €

D2020-13 : Remplacement des WC - Ecole primaire Les Courtils

Marché attribué à SARL LEDRU d'Estrées Saint-Denis pour un montant HT de 1 210,50 €

D2020-14 : Travaux divers – Ecole de musique et primaire la Sollette

Marché attribué à DCL Menuiserie d'Épineuse pour un montant HT de 2 059,11 €

D2020-15 : Fourniture et pose de cuves d'arrosage – Ateliers municipaux

Marché attribué à BLUE GARDEN de Choisy-la-Victoire pour un montant HT de 32 500,00 €

D2020-16 : Acquisition de bulbes – Kit de plantation mécanisée

Marché attribué à VERVER Export de Heerhugowaard (Hollande) pour un montant HT de 1 830,00 €

D2020-17 : Acquisition d'une cuve de transport d'essence – Ateliers municipaux

Marché attribué à SARL MAX GUERDIN de Compiègne pour un montant HT de 1 598,00 €

D2020-18 : Acquisition d'accessoires de musique

Marché attribué à HARMONIE de Compiègne pour un montant HT de 1 001,83 €

D2020-19 : Acquisition de panneaux de signalisation

Marché attribué à SIGNAUX GIROD de Rivery pour un montant HT de 3 356,04 €

D2020-20 : Fourniture de luminaires d'éclairage public

Marché attribué à INSTRUMELEC de Laneuville Roy pour un montant HT de 17 600,00 €

D2020-21 : Révision des chéneaux/Réparation des infiltrations

Marché attribué à GECAPE Etanchéité de Clermont pour un montant HT de 2 502,12 €

D2020-22 : Fourniture et pose de mâts d'éclairage – Rue Pasteur

Marché attribué à INEO de Compiègne pour un montant HT de 941,00 €.

D2020-23 : Fourniture et pose de mâts d'éclairage – Allée des Soupairs

Marché attribué à INEO de Compiègne pour un montant HT de 941,00 €

D2020-24 : Création d'un fossé – Terrain du Jeu d'Arc

Marché attribué à SARL DORNIC TP d'Estrées Saint-Denis pour un montant HT de 1 600,00 €

D2020-25 : Acquisition de corbeilles Ecolecto

Marché attribué à ADEQUAT de Valence pour un montant HT de 891,92 €

D2020-26 : Acquisition d'un sécateur – Ateliers municipaux

Marché attribué à Société Nouvelle BITZ de Ham pour un montant HT de 1 020,00 €

D2020-27 : Fourniture d'un ensemble d'équipements – Parcours de santé

Marché attribué à SPORT FRANCE de Boran-sur-Oise pour un montant HT de 23 162,00 €

D2020-28 : Fourniture et pose de clôture bassin d'eaux pluviales

Marché attribué à CPC Clôture de Thourotte pour un montant HT de 2 554,00 €

D2020-29 : Fourniture et pose de clôture – City stade

Marché attribué à CPC Clôture de Thourotte pour un montant HT de 1 645,00 €

D2020-30 : Prestations des services d'assurances

Marché attribué à GROUPAMA PARIS VAL DE LOIRE

Lot n°1 : Dommage aux biens – Montant TTC de 6 343,65 €

Lot n°2 : Prestations statutaires - Montant TTC de 26 764,61 €

Lot n°3 : Véhicules à moteur – Montant TTC de 2 958,08 €

Lot n°4 : Responsabilité civile et risques annexes – Montant TTC de 2 148,86 €

D2020-31 : Extension du parking – Rue Guynemer

Marché attribué à DEGAUCHY TP de Cannectancourt pour un montant HT de 123 345,00 €

D2020-32 : Prestations de fourrière animale

Renouvellement de la convention – Montant par habitant : 0,80 €

SPA d'Essuilet et de de l'Oise (SPAEO) d'Essuiles-Saint-Rimault

Fin de séance : 19h05

Le Maire



Myriane ROUSSET